

(1)

(N° 276)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 7 AOÛT 1901.

Proposition de loi réduisant le prix de l'abonnement au *Compte rendu analytique* (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. LEFEBVRE.

MESSIEURS,

A la date du 24 juillet 1900, l'honorable M. Buyl et cinq autres de nos honorables collègues ont déposé un projet de loi, dont l'article unique est ainsi conçu : « Le prix de l'abonnement au *Compte rendu analytique* est réduit à 1 franc. »

Ce projet est, à peu de chose près, la reproduction de celui qui fut déposé durant la session de 1895-1896 par l'honorable M. Destree, projet qui est devenu caduc par suite de la dissolution des Chambres

Il abaisse à 1 franc le prix de l'abonnement au *Compte rendu analytique*, fixé aujourd'hui à 4 francs. Il a été soumis successivement, ainsi que l'exige le règlement, à l'examen des sections et à celui de la Section centrale. Voici le résultat de cet examen.

Examen en sections.

Le 27 novembre 1900, les sections de la Chambre ont été appelées à examiner le projet de loi.

Les procès-verbaux des différentes sections donnent les résultats suivants :

A la 1^{re} section, les trois membres présents ont, sans discussion, émis un vote favorable;

A la 2^e section, sur dix membres présents, cinq membres ont émis un vote favorable, trois un vote défavorable et deux se sont abstenus;

A la 3^e section, cinq membres étaient présents; le projet a été rejeté sans discussion;

La 4^e section a réuni trois membres; il y a eu un vote affirmatif, un vote négatif et une abstention.

Le procès-verbal de la 5^e section renseigne quatre membres présents; le

(1) Proposition de loi, n° 21 (session extraordinaire de 1900).

(2) La Section centrale, présidée par M. HEYLEN, était composée de MM. FERON, ANSEBLE, MAENHAUT, DE COCQ, DE BROWNE DE TIÈGE, LEFEBVRE.

principe du projet de loi est adopté, mais la Section émet l'avis qu'il faut discuter la question en comité secret de la Chambre.

La 6^e section rejette le projet de loi par deux voix contre deux.

Le projet de loi a donc été rejeté par trois sections et admis par deux ; la dernière ne s'est prononcée favorablement que sur le principe, sans voter cependant sur le projet lui-même.

Examen en Section centrale.

La Section centrale, après un échange d'observations, décide dans sa première séance de poser au Gouvernement les questions suivantes, que nous insérons ici avec les réponses qui nous sont parvenues :

I^{re} QUESTION.

Quel a été, depuis la création du compte rendu analytique, le nombre des abonnés :

- A) du *Compte rendu analytique français* ;
- B) du *Compte rendu analytique flamand* ;
- C) des *Annales parlementaires* ;
- D) du *Moniteur belge* ?

RÉPONSE.

ANNÉES PARLEMENTAIRES.	NOMBRE DES ABONNÉS			ANNÉES.	NOMBRE des abonnés au <i>Moniteur</i> .
	au <i>Compte rendu français</i> .	au <i>Compte rendu flamand</i> .	aux <i>Annales parle- mentaires</i> .		
1879-1880	?	?	?	1880	1,300
1880-1881	?	?	26,075	1881	1,300
1881-1882	?	?	21,120	1882	1,400
1882-1883	17,847	24,380	21,154	1883	1,500
1883-1884	18,465	20,081	16,250	1884	1,500
1884-1885	24,697	26,449	20,004	1885	1,500
1885-1886	12,868	8,558	9,607	1886	1,525
1886-1887	15,572	7,548	8,651	1887	1,525
1887-1888	11,434	6,650	7,074	1888	1,499
1888-1889	10,175	5,969	6,099	1889	1,443
1889-1890	10,415	5,485	5,865	1890	1,464
1890-1891	10,872	5,256	5,527	1891	1,500
1891-1892	11,815	5,546	5,635	1892	1,506
1892-1893	14,567	6,199	6,609	1893	1,257
1893-1894	12,414	5,294	4,622	1894	1,353
1894-1895	42,580	18,802	14,459	1895	1,588
1895-1896	11,573	2,526	1,785	1896	1,414
1896-1897	9,191	2,200	1,452	1897	1,440
1897-1898	6,627	1,479	1,254	1898	1,466
1898-1899	5,987	1,426	1,169	1899	1,493
1899-1900	4,778	1,141	1,020	1900	1,495

II^e QUESTION.

Quelle a été la recette faite chaque année pour chacune de ces publications ?

RÉPONSE.

Le tableau ci-dessous donne les renseignements demandés.

ANNEES	COMPIES RENDUS ANALYTIQUES			ANNALES PARLEMENTAIRES.			R ECUEIL des Sociétés commerciales suite R ECETTES totales	MONITEUR. (Y compris les recueils des Sociétés mutualistes et des Unions professionnelles)						
	PRODUIT DES ABONNEMENTS		Produit approximatif de la vente au numéro et des tirés à part	Recettes totales	Produit des abonnements	Produit approximatif de la vente au numéro et des tirés à part.		Recettes totales.	Produit des abonnements	Produit approximatif de la vente au numéro et des tirés à part	Annonces	Recettes totales		
	français	flamand												
1879 .	33,500	»	?	?	83,500	»	?	?	32,600	»	?	13,500	»	?
1880. . .	29,200	»	?	?	83,000	»	?	?	53,700	»	?	15,700	»	?
1881	27,400	»	?	?	65,500	»	?	?	54,700	»	?	10,200	»	?
1882	42,800	»	100	»	71,600	»	1,600	»	57,100	»	6,700	18,500	»	62,100
1883 . .	59,500	»	100	»	54,900	»	1,600	»	56,500	»	41,300	20,400	»	65,700
1884	53,100	»	100	»	69,100	»	1,600	»	41,800	»	6,700	21,200	»	68,100
1885 . .	45,200	»	100	»	40,800	»	1,600	»	57,900	»	6,700	21,600	»	68,700
1886.	50,000	»	100	»	53,200	»	1,600	»	44,700	»	6,700	21,700	»	67,800
1887 . .	27,100	» ?	100	»	27,200	» ?	1,600	»	48,100	»	6,700	21,500	»	68,000
1888	24,200	» ?	100	»	25,600	» ?	1,600	»	47,800	»	6,700	21,000	»	67,200
1889	23,900	»	100	»	22,900	»	1,600	»	60,500	»	6,700	22,500	»	66,800
1890.	25,600	»	100	»	21,000	»	1,600	»	61,100	»	6,700	23,400	»	68,400
1891 .	25,800	»	100	»	21,700	»	1,600	»	62,500	»	6,700	25,100	»	71,100
1892. . .	21,600	» 9,300	100	»	31,000	»	1,600	»	79,800	»	6,700	23,700	»	66,900
1893 . .	19,100	» 8,100	100	»	27,500	»	1,600	»	70,900	»	6,700	23,900	»	63,500
1894. .	54,900	» 25,800	100	»	80,800	»	1,600	»	52,100	»	6,700	25,900	»	66,200
1895. . . .	53,400	» 12,500	100	»	66,000	»	1,600	»	84,500	»	6,700	27,400	»	70,200
1896. . .	37,000	» 8,800	100	»	45,900	»	1,600	»	112,100	»	6,700	29,100	»	63,900
1897. . . .	26,700	» 5,900	100	»	32,700	»	1,600	»	123,400	»	6,700	34,100	»	69,600
1898 . . .	24,000	» 5,700	100	»	29,800	»	1,600	»	152,400	»	6,700	37,600	»	73,900
1899 . .	19,400	» 4,700	100	»	24,200	»	1,600	»	215,400	»	6,700	40,900	»	77,600
1900. . . .	25,400	» 6,500	100	»	32,000	»	1,600	»	190,200	»	6,700	48,200	»	85,000

III^e QUESTION.

Le Gouvernement ne pourrait-il donner la réponse détaillée faite pour chacune de ces années pour les publications officielles, tout au moins pour le *Compte rendu analytique* dans les deux langues, les *Annales parlementaires* et le *Moniteur belge*?

RÉPONSE.

La manière dont la comptabilité est tenue à la direction du *Moniteur* ne permet pas de calculer avec une précision absolue les dépenses faites pour chaque publication imprimée par ses soins. Toutefois, il a été possible d'en faire le calcul approximatif pour les publications mentionnées dans la question pendant les huit dernières années.

Compte rendu analytique français.

ANNÉES parlementaires	Nombre moyen des exemplaires tirés.	Crédit approximatif de la composition et du tirage	Coût du papier	Total de la dépense supportée par le budget de la Justice	Coût fictif du port par la poste, 1 centime par jour de séance et par exemplaire.	Total des dépenses
1892-1893. .	15,500	26,200 »	18,100 »	44,300 »	22,000 »	66,300 »
1893-1894. .	13,450	19,700 »	12,900 »	32,600 »	15,000 »	47,500 »
1894-1895. .	43,500	56,400 »	55,500 »	109,900 »	71,000 »	180,900 »
1895-1896. .	13,000	19,700 »	10,100 »	29,800 »	14,000 »	43,800 »
1896-1897. .	10,250	22,500 »	10,500 »	32,800 »	16,000 »	48,800 »
1897-1898. .	7,650	13,100 »	4,800 »	17,900 »	6,500 »	24,400 »
1898-1899. .	7,000	25,200 »	8,500 »	31,700 »	12,000 »	43,700 »
1899-1900. .	5,600	14,500 »	5,500 »	18,000 »	5,000 »	23,000 »

Compte rendu analytique flamand.

ANNÉES parlementaires	Nombre moyen des exemplaires tirés	Crédit approximatif de la composition et du tirage	Coût du papier	Total de la dépense supportée par le budget de la Justice	Coût fictif du port de la poste, 1 centime par jour de séance et par exemplaire	Total des dépenses
1892-1893. .	7,800	20,700 »	9,900 »	30,600 »	11,500 »	41,900 »
1893-1894. .	5,900	15,600 »	6,000 »	21,600 »	6,600 »	28,200 »
1894-1895. .	20,000	55,000 »	27,200 »	62,200 »	32,800 »	95,000 »
1895-1896. .	3,500	14,700 »	5,000 »	17,700 »	5,600 »	21,300 »
1896-1897. .	2,800	18,500 »	5,000 »	21,500 »	3,800 »	23,500 »
1897-1898. .	2,000	11,400 »	1,400 »	12,800 »	1,600 »	14,200 »
1898-1899. .	2,000	21,100 »	2,500 »	23,600 »	3,300 »	26,900 »
1899-1900. .	2,000	12,000 »	1,400 »	14,300 »	1,500 »	15,800 »

Annales parlementaires.

ANNÉES parlementaires	Nombre moyen des exemplaires tirés.	Crédit approximatif de la composition et du tirage.	Coût du papier.	Total de la dépense supportée par le budget de la Justice.	Coût fictif du port de la poste, 1 1/2 centime par jour de séance et par exemplaire.	Total des dépenses.
1892-1893. .	10,600	65,300 .	50,400 .	95,700 .	29,000 .	124,700 .
1893-1894. .	8,300	55,000 .	20,100 .	75,100 .	16,600 .	91,700 .
1894-1895. .	18,800	100,800 .	61,800 .	162,600 .	47,000 .	209,600 .
1895-1896. .	4,200	51,000 .	8,900 .	59,900 .	7,500 .	67,400 .
1896-1897. .	4,000	62,700 .	9,600 .	72,300 .	8,000 .	80,300 .
1897-1898. .	3,800	57,000 .	5,500 .	42,500 .	4,500 .	47,000 .
1898-1899. .	3,600	66,800 .	9,500 .	76,300 .	8,100 .	84,400 .
1899-1900. .	3,500	57,700 .	5,200 .	42,900 .	5,400 .	48,300 .

*Moniteur belge (y compris les Recueils des sociétés mutualistes
et unions professionnelles).*

ANNÉES parlementaires.	Nombre moyen des exemplaires tirés.	Crédit approximatif de la composition et du tirage.	Coût du papier,	Total de la dépense supportée par le budget de la Justice.	Coût fictif du port par la poste.	Total des dépenses.
1893	3,200	63,700 .	16,500 .	80,000 .	9,600 .	89,600 .
1894	3,300	65,000 .	18,100 .	83,100 .	9,900 .	93,000 .
1895	3,400	82,000 .	20,500 .	102,500 .	12,400 .	114,700 .
1896	3,400	96,600 .	19,100 .	115,700 .	12,400 .	128,100 .
1897	3,400	106,800 .	25,800 .	150,600 .	15,500 .	146,100 .
1898	3,600	120,200 .	25,100 .	145,300 .	16,500 .	161,800 .
1899	3,600	118,900 .	24,400 .	143,300 .	16,500 .	159,800 .
1900	3,600	126,500 .	26,400 .	152,900 .	16,500 .	169,400 .

*
* *

Après avoir pris connaissance des réponses données par le Gouvernement aux questions posées par elle, la Section centrale a discuté le projet de loi soumis à son examen. Les auteurs du projet de loi, comme aussi les honorables membres de la Section centrale qui en sont partisans, ont fait valoir « qu'il y avait obligation pour l'État de faire l'éducation politique du peuple. Ils estiment que cette obligation découle de l'octroi du droit de suffrage et de l'obligation du vote. Les électeurs, disent-ils, doivent connaître les travaux de la Chambre, ils doivent pouvoir les apprécier et ils doivent pouvoir

se convaincre aussi de la façon dont les députés s'acquittent de leur mandat. Les journaux ne renseignent pas toujours le public d'une façon suffisante et exacte, et il arrive parfois même que dans certains journaux les débats ne sont pas impartialement rendus. Il est dès lors nécessaire d'avoir une publication officielle des débats de la Chambre; le *Compte rendu analytique* présente sous ce rapport les garanties désirables, mais il s'agit de le mettre à la portée de tous.

» Le prix de 4 francs est trop élevé pour un grand nombre de citoyens; la proposition de M. Buyl fixe un prix acceptable. Il y aurait, peut-être, une légère perte pour l'État, mais celui-ci ne peut reculer à raison de l'obligation qui lui incombe. Du reste, cette perte diminuera, plus le nombre des abonnés sera grand. »

La majorité de la Section centrale n'a pas trouvé dans ces considérations une justification suffisante du projet de loi. Voici du reste les raisons qui l'ont déterminé à ne pas l'adopter :

I.

Elle estime que l'État n'a pas pour mission de faire l'éducation politique du peuple. Dans un pays où la presse est aussi répandue qu'en Belgique, où tous les partis politiques ont à leur disposition des journaux qui paraissent journellement et qui sont répandus dans la plus grande partie du pays, il est suffisamment pourvu à l'éducation politique des populations. Celles-ci sont renseignées sur les travaux parlementaires et savent ce qui se passe au Parlement. Du reste, les partis politiques ne se font pas faute de faire connaître par des brochures, dans des meetings, par leurs journaux, leur programme, les actes et les discours de leurs députés. Ces actes et ces discours sont invoqués, appréciés, critiqués, et le public qui veut s'intéresser à nos débats n'ignore pas ce qui se passe dans nos Chambres législatives.

II.

La proposition manque de logique. Si réellement l'État a l'obligation d'instruire le public, il ne satisfait pas à ce devoir en fournissant au prix de 4 francs le *Compte rendu analytique*. Il faut qu'il procure un enseignement complet, qu'il fournisse au public tous les documents parlementaires, notamment les *Annales parlementaires*, qui seules donnent la physionomie exacte de nos débats et en vertu de son obligation il devrait les fournir gratuitement. Or, personne ne songe à le demander, car il y aurait à faire une dépense qui se chiffrerait par plusieurs millions.

C'est ce qu'indiquait l'honorable M. Begerem, Ministre de la Justice, lorsque, à la séance du 19 novembre 1893, il disait : « Que la distribution gratuite du *Compte rendu analytique* comporterait rien que pour les charges budgétaires ordinaires une dépense de 2,100,000 pour les frais de papier, d'impression et d'expédition, et qu'à cette dépense s'ajouteraient une dépense d'égale importance pour le port par la poste et une autre de 100,000 francs annuel-

lement pour l'amortissement du matériel; qu'il faudrait en outre pour plus d'un million de matériel nouveau. Il ne serait pas raisonnable de demander un pareil sacrifice à l'État. Personne n'oserait y songer. »

III.

La majorité de la Section centrale en n'adoptant pas le projet de loi a eu surtout en vue la dépense considérable que celui-ci entraînerait pour l'État.

Cette dépense semble en effet ne pas pouvoir être contestée sérieusement; il suffit, pour s'en convaincre, de se rappeler les discussions qui eurent lieu à la Chambre au mois de novembre 1895.

L'honorable M. Begerem, alors Ministre de la Justice, justifia, à la séance du 19 novembre, la mesure qu'il avait prise de porter de fr 1 30 à 4 francs le prix de l'abonnement au *Compte rendu analytique*, en se basant sur la dépense considérable qu'entraînait pour l'État la publication du *Compte rendu analytique*.

Il est intéressant de rappeler à cet égard les déclarations faites par l'honorable Ministre. Voici comment il s'exprimait :

« Maintenant comment ai-je été amené à fixer ce prix nouveau.

» On aura beau dire, écrire, publier des articles injurieux, la vérité est celle-ci, c'est qu'il n'est pas admissible que le Département de la Justice supporte plus longtemps sur l'entreprise de la publication de la régie du *Moniteur* une perte aussi considérable que celle que je vous ferai connaître.

» M. DAENS. — Affirmez alors.

» M. BEGEREM, *Ministre de la Justice*. — J'en parlerai tantôt, je ne puis tout dire en même temps, et vous me permettrez d'abord d'exposer la situation qui m'a été faite au cours de la session dernière et à laquelle j'ai dû remédier.

» La perte, Messieurs, s'était accentuée dans des proportions énormes. Tant qu'elle s'était maintenue dans les proportions des années antérieures, on pouvait comprendre que le Ministre de la Justice, et spécialement M. le Ministre des Finances qu'il doit consulter quand il s'agit de faire une dépense, on pouvait comprendre, dis-je, que l'un et l'autre fussent peu sensibles à une perte relativement minime.

» Voici quelle était la situation au cours de la session de 1893-1894 :

» Il y avait alors au *Compte rendu français* 18,172 abonnés; il y en avait 8,210 au *Compte rendu flamand*.

» Au début de la session dernière, ces chiffres étaient restés sensiblement les mêmes : l'augmentation ne s'est produite qu'au cours de la session, lorsque l'on a vu que par le fait de l'opposition socialiste, la passion s'était mise, au cours de séances qu'on a cru devoir appeler mémorables, dans les discussions de la Chambre. C'est alors que l'on a vu le nombre des demandes d'abonnement au *Compte rendu* augmenter dans des conditions telles que la perte à subir a fait, de la part de l'honorable Ministre des Finances, l'objet d'observations au Département de la Justice. Le nombre

» des abonnés était à la fin de la session pour l'un des *Comptes rendus*
 » de 42,319, de 18,909 pour l'autre; et quant à la perte, voici comment elle
 » s'établit, comparaison faite avec la session précédente :

» En 1893-1894, période normale, la recette des abonnements a été
 » de 7,900 francs pour le *Compte rendu flamand*, la dépense réelle et
 » fictive, — j'appelle dépense fictive le coût du transport, de mise du *Compte*
 » *rendu* à la disposition du lecteur, — la dépense réelle et fictive était de
 » 33,500 francs, soit une perte de 25,500 francs; mais si l'on ne veut s'en
 » tenir qu'à la perte matérielle immédiate subie par le Département de la
 » Justice, c'est-à-dire les dépenses effectives portées à charge de mon Budget,
 » la dépense était de 24,900 francs contre une recette de 7,900 francs, soit
 » pour le *Compte rendu flamand* une perte de 17,000 francs.

» Pour le *Compte rendu analytique français*, la recette était de
 » 18,600 francs, la dépense réelle et fictive de 52,100 francs, soit une perte
 » de 33,500 francs; et si l'on ne considère que la charge que devait sup-
 » porter le Département de la Justice, 32,900 francs, la perte se chiffrait par
 » 14,300 francs. Donc, dans la première hypothèse, il y avait une perte de
 » 59,100 francs ou, en chiffres ronds, 60,000 francs; dans l'autre hypothèse,
 » une perte de 31,300 francs.

» Voilà pour une année normale. Mais nous arrivons à la session dernière.
 » D'après les renseignements qui m'ont été fournis, — je pourrais donner le
 » détail à la Chambre, mais je craindrais d'abuser de ces moments en procé-
 » dant à l'énumération circonstanciée de ce que chaque numéro tiré coûte
 » en frais de papier, composition, tirage, etc., — les dépenses sont établies
 » de la façon la plus rigoureusement exacte possible.

» La recette d'abonnement a été pour le *Compte rendu flamand* de
 » 28,200 francs, la dépense réelle et fictive de 102,400 francs, d'où une perte
 » sur le *Compte rendu flamand* de 74,200 francs. Que si l'on n'envisage que
 » les dépenses directement à charge du Ministère de la Justice, soit
 » 62,600 francs, cette perte est encore de 34,000 francs. Pour le *Compte*
 » *rendu analytique français*, il a été touché comme prix d'abonnement une
 » somme de 63,500 francs. La dépense réelle et fictive s'est élevée à
 » 196,200 francs, d'où une perte de 132,700 francs, et si de nouveau on ne
 » tient compte que des frais à charge du Département de la Justice, soit
 » 109,900 francs, la perte est de 46,400 francs. Donc, en résumé, dans la
 » première hypothèse, celle qu'il y a réellement lieu de retenir aux débats,
 » la perte est de 206,900 francs sur le prix des deux *Comptes rendus analy-*
 » *tiques*, et lorsqu'on ne tient pas compte de la dépense fictive, cette perte
 » serait encore de 80,400 francs. »

Il appert donc des chiffres fournis par l'honorable M. Begerem, que la
 dépense imposée à l'État avant 1893 était considérable, et qu'en fixant à
 4 francs le prix de l'abonnement au *Compte rendu analytique*, il n'arrivait
 même pas à compenser cette perte. Il en serait encore de même aujourd'hui :
 Les tableaux fournis par le Département de la Justice en réponse aux ques-
 tions posées par la Section centrale l'attestent à toute évidence.

Prenons, en effet, le *Compte rendu analytique français*.

En 1894-1895 : 43,500 exemplaires coûtent 180,900 francs ou environ fr. 4.10 par exemplaire.

En 1895-1896 : 43,000 exemplaires coûtent 43,800 francs ou environ fr. 3.37 par exemplaire.

En 1896-1897 : 40,250 exemplaires coûtent 48,800 francs ou fr. 4.76 par exemplaire.

En 1897-1898 : 7,650 exemplaires coûtent 24,400 francs ou fr. 3.20 par exemplaire.

En 1898-1899 : 7,000 exemplaires coûtent 43,700 francs ou fr. 6.24 par exemplaire.

En 1899-1900 : 5,600 exemplaires coûtent 23,000 francs ou fr. 4.10 par exemplaire.

Le prix moyen du coût de l'exemplaire du *Compte rendu analytique français* pendant la période de 1894 à 1900 est donc de fr. 4.30 environ. Le prix de l'abonnement n'est que de fr. 4.00.

Qu'en est-il du *Compte rendu flamand* ?

En 1894-1895 : 20,000 exemplaires coûtent 95,000 francs ou fr. 4.75 par exemplaire.

En 1895-1896 : 3,500 exemplaires coûtent 21,300 francs ou fr. 6.08 par exemplaire.

En 1896-1897 : 2,800 exemplaires coûtent 25,300 francs ou fr. 9.03 par exemplaire.

En 1897-1898 : 2,000 exemplaires coûtent 14,200 francs ou fr. 7.10 par exemplaire.

En 1898-1899 : 2,000 exemplaires coûtent 26,900 francs ou fr. 13.45 par exemplaire.

En 1899-1900 : 2,000 exemplaires coûtent 15,800 francs ou fr. 7.90 par exemplaire.

Et la moyenne de ces six années est de 8.05 par exemplaire.

Ici encore le prix d'abonnement fixé à 4 francs constitue l'État en perte.

Une dépense considérable résulterait incontestablement pour l'État de l'adoption du projet de loi, et c'est cette dépense qui ne paraît pas justifiée aux yeux de la majorité de la Section centrale. A son avis, le prix de l'abonnement ne doit pas procurer des bénéfices à l'État, mais il ne faut pas non plus qu'il subisse une perte trop sensible.

Les honorables auteurs du projet de loi ne dénieient du reste pas que celui-ci entraînerait certaines dépenses pour l'État, mais il est vrai de dire que, pour compenser cette perte, ils comptent sur un grand nombre d'abonnés. Ils sont bien près de croire que la grande majorité des électeurs s'abonnerait au *Compte rendu* de nos séances.

^ Nous ne contestons pas que le nombre des abonnés augmenterait dans une

certaine proportion, mais de là à conclure que le nombre de ceux-ci serait vraiment important, il y a de la marge.

Les tableaux fournis par le Gouvernement prouvent qu'il ne faut pas avoir grande confiance à cet égard. Si nous prenons, en effet, l'époque la plus favorable que renseignent ces tableaux, celle de la session de 1894-1895, nous trouvons pour les *Comptes rendus français et flamand* un total de 64,182 abonnés, soit moins de $\frac{1}{22}$ du corps électoral.

Et cependant, à ce moment, le prix du *Compte rendu analytique* n'était que de fr. 1 50 et l'on se trouvait à une époque importante de notre histoire parlementaire. Le Parlement venait, par suite de la dissolution, d'être entièrement renouvelé et avait subi une transformation complète. Un parti nouveau avait fait son entrée au Parlement, et les tendances de ce parti éveillaient au plus haut point l'attention du public.

Les circonstances étaient donc évidemment favorables à une grande augmentation des abonnés, et néanmoins le nombre de ceux-ci n'atteint pas $\frac{1}{22}$ du corps électoral : 64,182 sur plus de 1,400,000 électeurs!

Rien ne prouve que dans l'avenir le corps électoral s'intéresse davantage aux discussions de la Chambre. Tout au contraire, les réponses du Gouvernement semblent établir qu'une fois le prix du *Compte rendu analytique* fixé, le nombre des abonnés reste sensiblement le même et même qu'il diminue sensiblement.

De plus que si à certain moment une augmentation se produit, elle correspond ordinairement aux périodes électorales importantes, mais qu'elle ne se maintient pas.

Examinons, en effet, les chiffres fournis dans les tableaux envoyés à la Section centrale en remontant à 1884.

En 1884-1885, lors de l'avènement du ministère catholique, le nombre des abonnés pour le texte français atteint 24,697 et pour le texte flamand 26,449. Cet accroissement correspond à l'instauration d'une nouvelle majorité et explique l'intérêt d'un certain nombre de personnes pour les débats du Parlement.

Pour la période de 1885-1886 à 1891-1892, le nombre des abonnés au texte français varie de 13,372 à 10,173 et ne se relève qu'en 1892-1893 au chiffre de 14,367. Pour la même période, le texte flamand fournit en 1885-1886, 9,607 abonnés pour descendre jusqu'à 5,635 en 1891-1892 et ne remonter en 1892-1893, après la période électorale, qu'à 6,609 et redescendre en 1893-1894 à 4,622.

En 1894-1895, l'augmentation du nombre des abonnés est assez importante : elle atteint 42,380 pour le *Compte rendu analytique français*, 18,802 pour le texte flamand, mais c'est précisément l'année de la reconstitution du Parlement; la curiosité du public est grande et explique l'augmentation; le corps électoral du reste a été décuplé.

En 1895-1896, le nombre des abonnés français tombe à 11,373, et celui des abonnés flamands à 2,526.

La différence entre les années 1894-1895 et 1895-1896 est certes sensible, et il n'est pas possible de méconnaître qu'elle doive être attribuée, pour une grande part, à l'augmentation du prix de l'abonnement, mais il est cer-

tain aussi qu'à certain moment le public se désintéresse de nos débats et ne se donne plus la peine de les suivre. A cet égard, les chiffres indiqués pour la période de 1895 à 1896 sont instructifs.

Le prix de l'abonnement a été porté en 1895-1896 à 4 francs; depuis lors, il n'a pas été modifié.

Le nombre des abonnés est pour cette période, pour le *Compte rendu analytique français*, de 11,373; pour le *Compte rendu analytique flamand*, de 2,526; au total, de 13,899.

Il diminue pour chacune des années suivantes, et il n'y a plus que 4,778 abonnés français et 1,141 abonnés flamands en 1899-1900; au total, 5,919 abonnés ou environ 1 abonné sur 240 électeurs.

Or, il est impossible de soutenir que la cause de cette diminution résulte uniquement du prix actuel de l'abonnement.

Il faut bien admettre, en effet, que sur 1,400.000 électeurs, il y a plus de 200,000 électeurs appartenant aux classes aisées de la population et qui peuvent payer 4 francs ou soit 1 centime $\frac{1}{100}$ par jour pour avoir le *Compte rendu* des débats de la Chambre : or, pas même le vingtième de ces électeurs ne s'intéresse à ces débats. Peut-on supposer, dès lors, que dans le restant du corps électoral on trouve une proportion plus grande de lecteurs : cela n'est guère croyable et nous croyons le contraire.

Aussi la majorité de la Section centrale estime que la grande masse du corps électoral est indifférente au projet de loi qui nous est soumis, que l'opinion publique ne le réclame pas et, dès lors aussi, qu'il n'y a pas lieu d'imposer au public une dépense qui ne pourrait profiter qu'à une minorité peu importante d'électeurs.

C'est en s'inspirant des considérations qui précèdent qu'elle vous propose le rejet du projet de loi.

Le Rapporteur,
ALBERT LEFEBVRE.

Le Président,
W. HEYNEN.

NOTE DE LA MINORITÉ.

MESSIEURS,

Il est d'intérêt public évident que les débats des Chambres reçoivent la plus large publicité. Les citoyens doivent pouvoir contrôler la façon dont les députés et les sénateurs s'acquittent de leur mission. Et ils doivent aussi pouvoir se rendre exactement compte des raisons qui motivent les lois et les résolutions adoptées par le Parlement.

Le Gouvernement et le Parlement se sont longtemps inspirés de cette nécessité. Le prix des *Annales parlementaires* a été abaissé successivement de 12 à 6 francs, puis à 3 francs. Et, comme si cela ne suffisait pas, on a créé un *Compte rendu analytique*, rédigé en français et en flamand, et qui était mis à la disposition des citoyens au prix de 1 franc.

Dès le début, le *Compte rendu* obtint un succès considérable. Il était fort bien fait et il a continué à l'être. En 1884-1885, le *Compte rendu français* comptait 24,697 abonnés, le *Compte rendu flamand* 26,449. En 1894-1895, le premier atteint le chiffre de 42,380 abonnés et il y a 18,802 abonnés flamands, soit un total de 61,182.

Mais, en 1895, le prix de l'abonnement est porté à 4 francs. La progression des abonnements s'arrête aussitôt et fait place à une chute qui s'accroît d'année en année. En 1899-1900, il n'y a plus que 4,778 abonnés au *Compte rendu français* et 1,141 au *Compte rendu flamand*. En tout 5,919. 55,263 abonnés, plus des 9/10, ont disparu! C'est un effondrement!

C'est assurément une chose étrange que l'on ait restreint la publicité des travaux parlementaires précisément au moment où le suffrage universel venait d'être appelé à élire ses premiers représentants.

Et il faut avoir la franchise de dire que la mesure fut inspirée par un mouvement de réaction contre la révolution démocratique qui venait de s'accomplir. Le parti conservateur s'inquiéta des discussions passionnées qui l'avaient mis aux prises avec le parti ouvrier, alors nouveau venu dans cette Chambre, et il ne crut pouvoir mieux faire que d'enlever aux masses populaires le moyen de suivre des débats qui lui paraissaient devoir exalter leurs espérances. Le *Compte rendu analytique* fut tenu pour subversif et frappé d'interdit.

On ne saurait persister dans une pareille mesure.

Un Parlement ne peut vouloir soustraire sa vie et son œuvre à la pleine lumière, et il y va de la dignité des Chambres de revenir sur une résolution adoptée dans un moment d'effervescence politique, mais que personne ne peut vouloir rendre définitive.

Nous avons signalé l'effondrement subi par le *Compte rendu analytique*.

C'est surtout pour nos concitoyens flamands que le mal est considérable.

Les *Annales parlementaires* ne sont publiées qu'en français. Le *Compte rendu analytique* est donc la seule publication qui permette aux populations de langue flamande de suivre nos travaux. Aussi arriva-t-il que, lors de sa création, l'édition flamande compta, pendant plusieurs années et jusqu'en 1883-1884, plus d'abonnés que l'édition française. Cette situation, il est vrai, a cessé d'exister depuis l'avènement du Gouvernement clérical. Peut-être le *Compte rendu* a-t-il été plus particulièrement mis à l'index en Flandre?

Quoi qu'il en soit, ce sont les Flamands qui furent particulièrement frappés par le relèvement du prix du *Compte rendu*. De 26,449 abonnés, il n'en reste que 1,141.

Qui pourrait vouloir maintenir une pareille situation? D'autant plus que, détestable au point de vue politique, elle est désastreuse au point de vue matériel. D'après les chiffres du Gouvernement, le *Compte rendu flamand* aurait coûté 14,300 francs en 1899-1900. Comme on en a raréfié les abonnés, la dépense revient à 12 francs par tête.

Quant aux abonnés de langue française, demeurés quelque plus nombreux, on en est arrivé à leur faire payer *plus que la dépense!* Le produit de l'abonnement pour 1899-1900 est de 19,400 francs. D'après les chiffres du Gouvernement, la dépense n'est que de 18,000 francs.

Voilà donc le Gouvernement réalisant des bénéfices sur un compte rendu des travaux parlementaires! La preuve est faite que le prix de l'abonnement est excessif.

Il l'est d'ailleurs beaucoup plus que les chiffres que nous venons d'emprunter aux tableaux du Gouvernement ne le feraient supposer. Car, ce n'est pas aux abonnés à faire face à la totalité de la dépense. N'y eût-il plus un seul abonné qu'il faudrait tout de même imprimer le compte rendu. Les retards inévitables de la publication des *Annales* le rendent indispensable au Gouvernement, aux sénateurs et aux députés. Dès lors, la dépense la plus considérable, celle de la composition typographique, est nécessitée par un service public dont les abonnés n'ont pas à supporter la charge. En réalité, la partie de la dépense qui peut les concerner se réduit au prix du papier et du tirage de leurs exemplaires. Une organisation économique de ce service ou le recours à l'adjudication publique enfermerait toute cette dépense dans des limites qui ne dépasseraient pas ou qui ne dépasseraient guère le prix de 1 franc auquel l'abonnement devrait être ramené.

Il est bien évident, d'ailleurs, que ce ne sont pas des considérations d'argent qui ont dicté la mesure en 1895; cette mesure s'inspirait d'une pensée politique. Sans nous attarder davantage à la critiquer, nous croyons pouvoir dire que la situation actuelle ne pourrait, aux yeux de personne, justifier le maintien de ce qui s'est fait alors.

Les conceptions politiques et sociales les plus opposées ont pris contact régulier et habituel au sein des Chambres; de part et d'autre, on s'est accoutumé à la contradiction et, malgré des incidents passionnés auxquels nulle assemblée politique vivante ne peut se flatter d'échapper toujours, il est certain que les débats de nos Chambres ne sont d'une lecture dangereuse pour personne et qu'ils pourraient être une source d'instruction pour beaucoup de gens.

Il est peu d'assemblées où, comme à la Chambre, les différents partis soient mis en présence les uns des autres pour discuter les problèmes dont la solution s'impose à notre temps. Le régime des réunions politiques et des meetings s'est, sans doute, implanté dans le pays, et il n'est plus de parti qui ne s'y soit plus ou moins résigné. Mais, à raison même des exclusivismes de l'esprit de parti, les discussions vraiment contradictoires y sont rares. Ou bien l'adversaire n'y est pas admis ou il se dérobe, ou il lui faut affronter un auditoire dont il redoute les préventions hostiles. La contradiction manque presque toujours.

A la Chambre, au contraire, il faut bien que les partis se rencontrent. Ils y sont souvent représentés par des hommes de grande valeur. Les théories politiques et sociales y sont, plus qu'ailleurs, soumises à la contradiction et aussi à l'épreuve des difficultés de la pratique. Les discussions s'y engagent donc dans des conditions exceptionnellement instructives. Et il semble que, loin de devoir redouter que la lecture de ces discussions favorise les entraînements irraisonnés, il faut, au contraire, la considérer comme hautement propre à favoriser la réflexion du lecteur et à lui inculquer le sentiment de la tolérance. Ce qui est dangereux, c'est que des hommes peu familiarisés avec la politique n'entendent jamais que la défense d'une seule opinion. Les débats parlementaires leur permettent de les connaître toutes. La passion n'en est pas absente, sans doute. Mais, si elle est mise au service d'une idée juste, il est bon que la passion se propage au dehors, et si l'idée est fausse, quel meilleur moyen d'en faire justice que de la faire connaître en même temps que la réfutation qu'elle aura provoquée?

Les débats parlementaires constituent donc un puissant moyen d'éducation politique. Dans un pays de suffrage universel, ce serait faute grave de ne point les mettre sous les yeux de tous. Il y va, d'ailleurs, de l'intérêt du Parlement lui-même. De bonnes lois sont parfois mal accueillies, qui seraient applaudies, si l'on en connaissait mieux les motifs. Certaines réformes vivement désirées sont entravées par des obstacles que la foule ignore. Ne vaut-il pas mieux qu'elle soit mise à même de les apprécier?

La diffusion du *Compte rendu analytique* apparaît donc, à quelque point de vue qu'on se place, comme une nécessité que rien ne peut suppléer. Sans doute, des résumés de nos débats paraissent dans les journaux. Mais l'espace qui leur est réservé est généralement insuffisant, et il en est que ne tourmente pas un grand souci d'impartialité. Une large diffusion du *Compte rendu officiel* serait la meilleure garantie contre l'altération des débats du Parlement.

La proposition de ramener à 1 franc le prix du *Compte rendu analytique* nous paraît donc entièrement justifiée. Il serait désirable qu'elle pût être adoptée au cours de cette session et mise en vigueur pour la session parlementaire qui doit s'ouvrir en novembre prochain.

EMILE FERON,
ED. ANSELE.

ANNEXE

IV^e QUESTION

La Section centrale ne pourrait-elle obtenir copie du contrat intervenu entre l'État et l'imprimeur entrepreneur de ces publications?

RÉPONSE.

Il n'y a que l'impression du *Compte rendu analytique flamand* qui soit confiée à l'industrie privée. L'impression des autres publications est faite dans les ateliers du *Moniteur* par les soins d'un personnel d'employés et d'ouvriers payés directement par l'État.

L'impression du *Compte rendu analytique flamand* a fait l'objet de contrats avec M. Guyot puis avec M. Lesigne, qui ont été successivement chargés de ce travail.

Voici le texte du contrat intervenu pour cet objet en 1893.

« Entre M. J. Dauby, directeur du *Moniteur*, et MM. Guyot frères, imprimeurs à Bruxelles, 12, rue Pachéco,

Il a été convenu ce qui suit :

La composition, le tirage, le pliage et l'expédition du *Compte rendu analytique flamand* des débats des Chambres législatives sont confiés, sous la direction et la surveillance de la régie du *Moniteur officiel belge*, à MM. Guyot frères, aux conditions suivantes, qu'ils déclarent accepter :

1^o La copie à imprimer sera fournie gratuitement aux imprimeurs, qui ne pourront y apporter aucun changement non autorisé.

2^o Le *Compte rendu* sera imprimé dans le format actuel; le caractère et la justification devront être semblables à ceux du *Compte rendu analytique français*. Les caractères seront interlignés ou non interlignés, de manière à renfermer le *Compte rendu* de chaque séance dans une feuille ou une demi-feuille, de huit ou de quatre pages, chaque fois que la chose sera possible, même au prix d'un remaniement des pages.

3^o Les imprimeurs devront fournir à la régie du *Moniteur* le nombre d'exemplaires qu'elle réclamera.

Le prix de ces exemplaires sera calculé sur le pied suivant, quels que soient les changements ou corrections apportés aux épreuves.

Par feuille in-4^e (cinq à huit pages d'impression), à raison de 85 francs pour le premier mille et à raison de fr. 4.50 par mille exemplaires pour les suivants. Cependant, si le tirage total restait au-dessous de 7,000 exemplaires,

ce dernier prix serait majoré de dix pour cent (10 %) et porté par conséquent à fr. 4.93.

Par demi-feuille in-4° (une à quatre pages d'impression) à raison de 60 francs pour le premier mille et à raison de fr. 3.80 par mille exemplaires pour les suivants. Cependant, si le tirage total restait au-dessous de 7,000 exemplaires, ce dernier prix serait majoré de dix pour cent (10 %) et porté par conséquent à fr. 4.18.

Les cent exemplaires en plus du mille seront comptés au prorata du prix du mille, sans fraction, sur la seconde base.

La conservation des cartons des clichés est nécessaire pour le cas où des tirages supplémentaires seraient demandés ultérieurement. Ils devront se faire aux mêmes conditions et immédiatement, quelle que soit l'époque de la demande et sur la seconde base du prix après le premier mille.

4° Les imprimeurs auront à donner, en leurs bureaux, une place convenable destinée à MM. les traducteurs pour la revision ou lecture des dernières épreuves.

5° La composition, quelle que soit l'heure, devra se faire au fur et à mesure de la remise de la copie par les traducteurs. A cet effet, les imprimeurs établiront, à leurs frais, un service desservi par des apprentis entre leurs bureaux et ceux de la régie du *Moniteur* pour prendre la copie et porter les épreuves. Ils devront fournir autant d'épreuves qu'il en sera demandé par le service de la traduction. Les agents des imprimeurs devront habituellement se présenter au *Moniteur* à 4 heures au plus tard.

6° Les imprimeurs s'engagent, sous peine de se voir retirer immédiatement et sans indemnité le présent contrat, à faire l'expédition par la poste, dans la nuit qui suivra chaque séance des Chambres, du *Compte rendu flamand* y afferent, au fur et à mesure des tirages et suivant l'ordre du tableau des départs, soit à la poste, soit à la gare de départ, à condition que le dernier bon à tirer leur soit remis, au plus tard, à 10 heures du soir.

Il est bien entendu que si le dernier bon à tirer était remis après 10 heures du soir, le tirage devrait néanmoins avoir lieu dans la nuit, ainsi que l'expédition, mais il sera tenu compte aux imprimeurs du retard proportionnel ne provenant pas de leur chef.

L'heure de la remise du dernier bon à tirer sera indiquée et paraphée par le traducteur chargé de ce service.

Les imprimeurs devront pouvoir justifier de tous les bons à tirer. Ils devront aussi faire parapher, par l'employé compétent, le livret des heures d'envoi à la poste ou à la gare et le soumettre dès le lendemain matin au fonctionnaire chargé de la régie du *Moniteur*.

7° Le tirage et l'expédition devront être terminés le lendemain de la séance avant 6 heures du matin au plus tard, sous peine d'une amende de 5 francs par heure de retard du chef des imprimeurs. Cette amende sera déduite du montant du prochain compte à fournir.

Au cas où le contrat serait retiré aux imprimeurs comme le prévoit l'article 6 ou en cas de renonciation de leur part, ils seront tenus de parfaire la différence en plus, s'il y a lieu, qu'il y aurait à payer à l'imprimeur qui continuera ledit travail jusqu'à la fin de l'entreprise.

8° Le papier nécessaire à l'impression du *Compte rendu* sera fourni sans frais aux imprimeurs qui en devront, la veille de chaque mois, la justification à la régie du *Moniteur*, sous déduction de la passe ou chaperon qui ne pourra en aucun cas s'élever à plus de 5 % pour mauvaises feuilles ou déchet, épreuves, etc. Les imprimeurs seront responsables de la différence.

9° Le compte de ces impressions sera réglé mensuellement par voie administrative d'usage. Celui du premier mois demeurera en garantie des engagements des entrepreneurs, et le mandat ne leur sera remis qu'à l'expiration de l'entreprise.

10° Il est interdit aux imprimeurs de transférer à une autre personne, sans le consentement de la régie du *Moniteur*, l'impression du *Compte rendu analytique flamand*.

11° Toutes les difficultés relatives au travail devront être soumises au fonctionnaire chargé de la régie du *Moniteur*. En cas de contestation, elle sera tranchée par M. le Ministre de la Justice, sur la proposition du Directeur du *Moniteur*.

12° Le présent contrat, fait en double expédition et enregistré aux frais des imprimeurs, est valable jusqu'à la fin de la session législative de 1893-1894, ordinaire ou extraordinaire.

Bruxelles, le 16 octobre 1893.

(Signé) J. DAUBY.

Vu et approuvé :

Bruxelles, le 23 octobre 1893.

Le Ministre de la Justice,

(Signé) JULES LE JEUNE.

Enregistré deux rôles, deux renvois à Bruxelles-Centre, le trente octobre dix-huit cent nonante-trois, vol. 331, fol. 9970, case 4.

Reçu deux francs quarante centimes.

Le Receveur,

(Signé) BOGAERT.

Ce contrat a été renouvelé chaque année jusqu'en 1898.

En 1899, un contrat analogue a été conclu avec M. Lesigne à des prix quelque peu supérieurs. En 1900, le contrat a été renouvelé aux prix suivants :

Par feuille in 4° (de 5 à 8 pages d'impression) à raison de 100 francs pour un tirage de mille exemplaires ou en dessous de ce nombre et à raison de fr. 475 par mille exemplaires pour les suivants. Cependant si le tirage total reste en dessous de 7,000 exemplaires, ce dernier prix est majoré de 10 % et porté par conséquent à fr. 5.20.

Pour la demi-feuille (1 à 4 pages d'impression) à raison de 70 francs pour un tirage de mille exemplaires ou en dessous de ce nombre et à raison de

4 francs par mille exemplaires pour les suivants. Cependant si le tirage total reste en dessous de 7,000 exemplaires, ce dernier prix est majoré de 10 % et porté par conséquent à fr. 4.40.

Les centaines d'exemplaires en plus du mille sont comptées au prorata du prix du mille supplémentaire.

V^e QUESTION

Ne pourrait-on autoriser cet imprimeur à insérer des annonces à la suite de ces publications?

RÉPONSE.

La proposition n'est pas nouvelle. Déjà en 1898, il a été question d'ajouter une feuille d'annonces au *Compte rendu analytique*. Mais il a été reconnu qu'il ne convient pas de faire de cette publication une entreprise de publicité à l'usage des particuliers, qui viendrait faire concurrence aux entreprises privées.



(1)

(N^o 276)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 7 AUGUSTUS 1901.

Wetsvoorstel tot verlaging van den inschrijvingssprijs voor het
Beknopt Verslag (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER LEFEBVRE

MIJNE HEEREN,

Den 24ⁿ Juli 1900, dienden de heer Buyl en vijf andere van onze achtbare medeleden een wetsvoorstel in, waarvan het eenig artikel luidt : « De abonnementsprijs voor het beknopt verslag wordt tot 1 frank verlaagd »

Dit ontwerp is nagenoeg gelijk aan datgene door den achtbaren heer Destree in den zitting 1895-1896 overgelegd, en vervallen geraakt door de ontbinding der Kamers.

Het verlaagt den abonnementsprijs voor het beknopt verslag, die thans 4 frank bedraagt, tot 1 frank. Zooals het reglement voorschrijft, werd het achtereenvolgens onderzocht door de afdelingen en de Middenafdeeling. Ziehier den uitslag van dat onderzoek :

Onderzoek in de afdelingen.

Den 27ⁿ November 1900, werd het wetsontwerp door de afdelingen onderzocht

De processen-verbaal van de verschillende afdelingen leveren de volgende uitslagen op :

In de 1^e afdeling werd het zonder beraadslaging goedgekeurd door de drie aanwezige leden;

In de 2^e afdeling, stemden, op tien aanwezige leden, vijf er voor, drie er tegen en twee onthielden zich;

In de 3^e afdeling, waren vijf leden aanwezig; zonder beraadslaging werd het ontwerp verworpen;

De 4^e afdeling telde drie aanwezigen; een lid stemde er voor, een er tegen en een onthield zich.

Het proces-verbaal der 5^e afdeling geeft vier aanwezige leden op, het

(1) Wetsvoorstel, n^o 24 (buitengewone zitting 1900)

(2) De Middenafdeeling, voorgerezen door den heer HEYNEN, bestond uit de heeren FERON, ANSELE, MAENHOUT, DE COCQ, DE BROWN DE LIÈGE, LEFEBVRE.

wetsontwerp wordt in beginsel aangenomen, doch de afdeeling uit het gevoelen dat de zaak door de Kamer in besloten vergadering dient behandeld.

De 6^e afdeeling verwierpt het wetsontwerp met twee stemmen tegen twee.

Dus werd het wetsontwerp door drie afdeelingen afgestemd en door twee afdeelingen goedgekeurd; de overige stemde slechts goedkeurend over 't beginsel, zonder evenwel over het ontwerp zelf te stemmen.

Onderzoek in de Middenafdeeling.

Na gedachtenwisseling, beslist de Middenafdeeling, bij hare eerste vergadering, de Regeering onderstaande vragen te stellen, waarop het antwoord luidde als volgt :

I^e VRAAG.

Wat was het getal inschrijvers, sedert de instelling van 't beknopt verslag, op :

- A) het *Compte rendu analytique* ;
- B) het *Beknopt Verslag* ;
- C) de *Annales parlementaires* ;
- D) het *Staatsblad*?

ANTWOORD.

ZITTINGJAREN.	GETAL INSCHRIJVERS			JAAR.	GETAL inschrijvers op het <i>Staatsblad</i> .
	op het <i>Compte rendu analytique</i> .	op het <i>Beknopt Ver- slag</i> .	op de <i>Annales parle- mentaires</i> .		
1870-1880	?	?	?	1880	1,300
1880-1881	?	?	20,975	1881	1,300
1881-1882	?	?	21,120	1882	1,400
1882-1883	17,847	24,380	21,154	1883	1,500
1883-1884	18,463	20,081	16,230	1884	1,500
1884-1885	24,697	26,449	20,604	1885	1,500
1885-1886	12,868	8,358	9,607	1886	1,523
1886-1887	15,372	7,548	8,651	1887	1,525
1887-1888	11,434	6,650	7,074	1888	1,499
1888-1889	10,173	5,969	6,099	1889	1,443
1889-1890	10,413	5,483	5,865	1890	1,464
1890-1891	10,872	5,256	5,527	1891	1,500
1891-1892	11,815	5,546	5,635	1892	1,306
1892-1893	14,567	6,199	6,609	1893	1,257
1893-1894	12,414	5,294	4,622	1894	1,353
1894-1895	42,380	18,802	14,459	1895	1,388
1895-1896	11,373	2,526	1,783	1896	1,414
1896-1897	9,191	2,200	1,452	1897	1,440
1897-1898	6,627	1,479	1,254	1898	1,466
1898-1899	5,987	1,426	1,109	1899	1,493
1899-1900	4,778	1,141	1,020	1900	1,495

II^e VRAAG.

Welke som werd ieder jaar voor iedere van die uitgaven ontvangen?

ANTWOORD.

De gevraagde inlichtingen vindt men in nevenstaande tabel.

JAAR	BEKNOPT VERSLAG.			ANNALES PARLEMENTAIRES.			RECUEIL des Sociétés commerciales : vervolg. Algeheele ontvangst.	STAATSBLAD. (Inbegrepen de verzameling der maatschappijen tot onder- lingen bijstand en der vakverenigingen.)				
	OPBRENGST DER INSCHRIJVING		Nabijkomende opbrengst van den verkoop per nummer en van de afdruksels.	Algeheele ontvangst.	Opbrengst der inschrijving.	Nabijkomende opbrengst van den verkoop per nummer en van de afdruksels		Opbrengst der inschrijving.	Nabijkomende opbrengst van den verkoop per nummer en van de afdruksels	Aankondi- gingen.	Algeheele ontvangst.	
	Fransch.	Nederlandsch.										
1879. . . .	33,500 "		?	?	83,300 "	?	?	?	32,600 "	?	13,500 "	?
1880. . . .	29,200 "		?	?	83,000 "	?	?	?	33,700 "	?	13,700 "	?
1881. . . .	27,400 "		?	?	65,500 "	?	?	?	34,700 "	?	16,200 "	?
1882. . . .	42,800 "		100 "	42,900 "	71,600 "	1,600 "	73,200 "	43,800 "	37,100 "	6,700 "	18,500 "	62,100 "
1883. . . .	59,500 "		100 "	59,600 "	54,900 "	1,600 "	56,500 "	41,300 "	38,600 "	6,700 "	20,400 "	63,700 "
1884. . . .	53,100 "		100 "	53,200 "	69,100 "	1,800 "	70,700 "	41,800 "	40,200 "	6,700 "	21,200 "	68,100 "
1885. . . .	45,200 "		100 "	45,300 "	40,800 "	1,600 "	42,400 "	37,900 "	40,400 "	6,700 "	21,600 "	68,700 "
1886. . . .	50,000 "		100 "	50,100 "	53,200 "	1,600 "	54,800 "	44,700 "	39,400 "	6,700 "	21,700 "	67,800 "
1887. . . .	27,100 "	?	100 "	27,200 "	27,300 "	1,600 "	28,900 "	48,100 "	59,800 "	6,700 "	21,500 "	68,000 "
1888. . . .	24,200 "	?	100 "	24,300 "	23,600 "	1,600 "	25,200 "	47,800 "	59,500 "	6,700 "	21,000 "	67,200 "
1889. . . .	25,900 "		100 "	24,000 "	22,900 "	1,600 "	24,500 "	60,500 "	37,800 "	6,700 "	22,500 "	60,800 "
1890. . . .	25,600 "		100 "	25,700 "	21,000 "	1,600 "	22,600 "	61,100 "	38,300 "	6,700 "	23,400 "	68,400 "
1891. . . .	25,800 "		100 "	25,900 "	21,700 "	1,600 "	23,300 "	62,300 "	39,300 "	6,700 "	23,100 "	71,100 "
1892. . . .	21,600 "	9,500 "	100 "	31,000 "	25,700 "	1,600 "	27,300 "	79,800 "	34,500 "	6,700 "	25,700 "	66,900 "
1893. . . .	19,100 "	8,100 "	100 "	27,300 "	18,500 "	1,600 "	20,100 "	70,900 "	52,700 "	6,700 "	23,900 "	63,500 "
1894. . . .	54,900 "	25,800 "	100 "	80,800 "	50,500 "	1,600 "	52,100 "	78,300 "	35,000 "	6,700 "	25,000 "	66,200 "
1895. . . .	53,400 "	12,500 "	100 "	66,000 "	19,900 "	1,600 "	21,500 "	84,500 "	36,100 "	6,700 "	27,400 "	70,200 "
1896. . . .	57,000 "	6,800 "	100 "	45,900 "	14,700 "	1,600 "	16,500 "	112,100 "	28,100 "	6,700 "	29,100 "	63,900 "
1897. . . .	26,700 "	5,900 "	100 "	52,700 "	12,500 "	1,600 "	13,900 "	123,400 "	29,300 "	6,700 "	34,100 "	69,600 "
1898. . . .	24,000 "	5,700 "	100 "	29,800 "	11,500 "	1,600 "	13,100 "	152,400 "	50,000 "	6,700 "	37,600 "	73,200 "
1899. . . .	19,400 "	4,700 "	100 "	24,200 "	10,100 "	1,600 "	11,700 "	213,400 "	50,000 "	6,700 "	40,900 "	77,600 "
1900. . . .	25,400 "	6,500 "	100 "	32,000 "	11,500 "	1,600 "	12,900 "	196,200 "	30,100 "	6,700 "	48,200 "	83,000 "

III^e VRAAG.

Kan de Regeering geen omstandig antwoord geven voor ieder van die jaren, voor de officiële uitgaven, ten minste voor het beknopt verslag in beide talen, de *Annales parlementaires* en het *Belgisch Staatsblad*?

ANTWOORD.

De wijze, waarop in 't bestuur van het *Staatsblad* de boeken worden gehouden, veroorlooft niet met volstrekte juistheid de kosten te berekenen voor iedere daar gedrukte uitgave. Toch kan dat nabijkomend worden berekend voor de uitgaven, in de vraag vermeld, en voor de acht laatste jaren.

Compte rendu analytique.

ZITTING- JAAR.	Gemiddeld getal gedrukte exemplaren.	Nabijkomend krediet voor zetten en drukken.	Kosten van 't papier.	Totale kosten door de begrooting van Justitie gedragen.	Geraamde kosten van verzending per post, 1 centiem per zitting en per exemplaar.	Algeheele kosten
1892-1893. .	15,500	26,200 *	18,100 *	44,300 "	22,000 "	66,300 *
1893-1894. .	13,450	19,700 *	12,900 *	32,600 "	15,000 "	47,500 *
1894-1895. .	43,500	56,400 *	53,500 *	109,900 "	71,000 "	180,900 *
1895-1896. .	13,000	19,700 *	10,100 *	29,800 "	14,000 "	43,800 *
1896-1897. .	10,250	22,300 "	10,500 *	32,800 *	16,000 *	48,800 "
1897-1898. .	7,650	13,100 "	4,800 "	17,900 *	6,500 *	24,400 *
1898-1899. .	7,000	23,200 *	8,500 *	31,700 "	12,000 *	43,700 *
1899-1900. .	5,600	14,500 *	3,500 *	18,000 *	5,000 *	23,000 *

Beknopt Verslag.

ZITTING- JAAR.	Gemiddeld getal gedrukte exemplaren.	Nabijkomend krediet voor zetten en drukken.	Kosten van 't papier.	Totale kosten door de begrooting van Justitie gedragen.	Geraamde kosten van verzending per post, 1 centiem per zitting en per exemplaar.	Algeheele kosten.
1892-1893. .	7,800	20,700 *	9,900 *	30,600 *	11,300 "	41,900 *
1893-1894. .	5,900	15,600 *	6,000 *	21,600 *	6,600 "	28,200 *
1894-1895. .	20,000	35,000 *	27,200 *	62,200 *	32,800 *	95,000 *
1895-1896. .	3,500	14,700 *	3,000 *	17,700 *	3,000 *	21,300 *
1896-1897. .	2,800	18,500 *	3,000 *	21,500 *	3,800 *	25,300 *
1897-1898. .	2,000	11,400 *	1,400 *	12,800 *	1,600 *	14,200 *
1898-1899. .	2,000	21,100 *	2,500 *	23,600 *	3,300 *	26,900 *
1899-1900. .	2,000	12,900 *	1,400 *	14,300 *	1,500 *	15,800 *

Annales parlementaires.

ZITTING- JAAR	Gemiddeld getal gedrukte exemplaren.	Nabykomend krediet voor zellen en drukken	Kosten van 't papier	Totale kosten door de begroting van Justitie gedragen	Geraamde kosten van verzending per post, 1 1/2 centiem per zitting en per exemplaar	Algeheele kosten
1892-1893. .	10,600	65,300 "	50,400 "	95,700 "	29,000 "	124,700 "
1893-1894	8,500	55,000 "	20,100 "	75,100 "	16,600 "	91,700 "
1894-1895. .	18,800	100,800 "	61,800 "	162,600 "	47,000 "	209,600 "
1895-1896. .	4,200	51,000 "	8,900 "	59,900 "	7,500 "	67,400 "
1896-1897. .	4,000	62,700 "	9,600 "	72,300 "	8,000 "	80,300 "
1897-1898. .	3,800	57,000 "	5,500 "	42,500 "	4,500 "	47,000 "
1898-1899. .	3,600	66,800 "	9,500 "	76,300 "	8,100 "	84,400 "
1899-1900 .	3,500	57,700 "	5,200 "	42,900 "	5,400 "	48,300 "

Belgisch Staatsblad (inbegrepen de Verzamelingen der maatschappijen tot onderlingen bijstand en der vakvereeningen).

ZITTING- JAAR	Gemiddeld getal gedrukte exemplaren	Nabykomend krediet voor zellen en drukken	Kosten van 't papier.	Totale kosten door de begroting van Justitie gedragen	Geraamde kosten van verzending per post.	Algeheele kosten
1893 . . .	3,200	65,700 "	16,500 "	80,000 "	9,600 "	89,600 "
1894 . .	3,500	65,000 "	18,100 "	83,100 "	9,900 "	93,000 "
1895 . . .	3,400	82,000 "	20,500 "	102,500 "	12,400 "	114,700 "
1896	3,400	96,600 "	19,100 "	115,700 "	12,400 "	128,100 "
1897	3,400	106,800 "	25,800 "	130,600 "	15,500 "	146,100 "
1898	3,600	120,200 "	25,100 "	145,300 "	16,500 "	161,800 "
1899	3,600	118,900 "	24,400 "	143,300 "	16,500 "	159,800 "
1900 . . .	3,600	126,500 "	26,400 "	152,900 "	16,500 "	169,400 "

*
* * *

Na kennis te hebben genomen van het antwoord, door de Regeering gegeven op de vragen der Middenafdeeling, beraadslaagde deze over het haar voorgelegd ontwerp. De voorstellers, evenals de achtbare leden van de Middenafdeeling, die het voorstel toetreden, brachten in « dat de Staat verplicht is het volk staatkundig op te leiden. Zij achten dat die verplichting voortvloeit uit het toekennen van het stemrecht en de verplichte stemming.

De kiezers, zeggen zij, hoeven de werkzaamheden der Kamer te kennen, moeten daar kunnen over oordeelen en zich ook kunnen vergewissen over de wijze, waarop de afgevaardigden hun mandaat vervullen. De dagbladen lichten niet steeds het publiek genoeg en nauwkeurig in, en zelfs gebeurt het soms dat in zekere bladen de beraadslagingen niet nauwkeurig worden weergegeven. Derhalve is 't noodig een ambtelijk verslag van de debatten der Kamer te hebben; in dat opzicht geeft het beknopt verslag allen wensche-lijken waarborg, doch het dient in ieders bereik gesteld.

« De prijs van 4 frank is te hoog voor vele burgers; het voorstel van den heer Buyl bepaalt eenen aannemelijken prijs. Wellicht zou de Staat een gering verlies ondergaan, doch hij mag niet terugwijken voor zijne verplichting. Dat verlies zal overigens verminderen, naarmate het getal inschrijvers toeneemt. »

De meerderheid van de Middenafdeeling vond in deze bedenkingen geene voldoende rechtvaardiging van het ontwerp. Ziehier de redenen, waarom zij het niet aannam :

I.

Zij acht dat de Staat niet tot taak heeft het volk staatkundig op te leiden. In een land, waar de pers zoo verspreid is als in België, waar elke politieke partij beschikt over bladen die iederen dag verschijnen en in 't grootste gedeelte des lands zijn verspreid, wordt genoeg voorzien in de staatkundige opleiding der bevolking. Deze wordt over de werkzaamheden der Kamers ingelicht en weet wat er in 't Parlement omgaat. Daarenboven laten de politieke partijen niet na door vlugschriften, op meetings, door hare dagbladen haar programma, de daden en redevoeringen van hare afgevaardigden bekend te maken. Die daden en redevoeringen worden ingeroepen, beoordeeld, getoetst, en 't publiek dat belang wil stellen in onze debatten, weet genoeg wat er in onze wetgevende Kamers omgaat.

II.

Het voorstel is niet logisch. Is de Staat werkelijk verplicht het publiek te onderrichten, zoo gaf hij geen blijk van dien plicht, toen hij het beknopt verslag ten prijze van 4 frank leverde. Hij moet een volledig onderricht bezorgen, het publiek al de Kamerbescheiden leveren, met name de *Annales parlementaires*, de eenige die nauwkeurig het voorkomen van onze beraadslagingen weergeven, en krachtens zijne verplichting, zou hij ze kosteloos moeten leveren. Niemand denkt er aan, zulks te vragen, want dat zou miljoenen kosten.

De achtbare heer Begerem, alstoen Minister van Justitie, legde dit uit, wanneer hij ter vergadering van 19 November 1893 zegde : « Het kosteloos ronddeelen van 't beknopt verslag zou, alleen voor de gewone begrooting, 2,400,000 frank kosten aan papier, drukken en verzenden; daar zou nog

bijkomen eene som van hetzelfde bedrag voor postvracht en eene som van 100,000 frank per jaar voor aflossing van 't materiëel; daarenboven zou er voor meer dan een millioen nieuw materiëel noodig wezen. 't Ware niet redelijk den Staat dergelijk offer te vragen. Niemand zou daaraan durven denken. »

III.

Toen de meerderheid der Middenafdeeling het wetsontwerp van de hand wees, hield zij vooral het oog op de aanzienlijke som die het den Staat kosten zou.

't Schijnt, trouwens, niet dat die kosten ernstig betwist kunnen worden; om zich daarvan te overtuigen, herinnere men zich de beraadslaging ter Kamer, in de maand November 1893.

De achtbare Minister van Justitie, de heer Begerem, rechtvaardigde ter zitting van 19 November den door hem genomen maatregel om den inschrijvingsprijs voor het beknopt verslag te verhoogen van fr. 1.50 tot 4 frank, uitgaande van de aanzienlijke kosten, die het uitgeven van 't beknopt verslag voor den Staat zou medebrengen.

Het is niet van belang ontbloot hier de verklaringen te herhalen, daarover door den achtbaren Minister afgelegd. Hij sprak aldus :

« Hoe ben ik er toe gekomen dien nieuwen prijs te bepalen?

» Wat er ook moge gezegd, geschreven en in beleedigende artikelen » beweerd worden, de waarheid is dat het Departement van Justitie onmogelijk langer op het uitgeven van het *Staatsblad* in eigen beheer zulk aanzienlijk verlies blijve dragen, alswat ik u bekend zal maken.

» DE HEER DAENS. — Verpacht het dan.

» DE HEER BEGEREM, *Minister van Justitie*. — Daar zal ik straks over » spreken; ik kan niet alles tegelijk zeggen, en ge zult mij veroorloven eerst » uit te leggen in welken toestand ik tijdens den jongsten zitting werd » gebracht en dien ik moest verhelpen.

» 't Verlies, Mijne Heeren, was aanzienlijk toegenomen. Zoolang het » binnen de palen van vroegere jaren bleef, was het te begrijpen dat de » Minister van Justitie en inzonderheid de heer Minister van Financiën, » welken hij hoeft te raadplegen voor iedere gelduitgaaf, was het, zeg ik, » te begrijpen dat beiden zich weinig gelegen lieten aan een betrekkelijk » gering verlies.

» Ziehier den toestand tijdens het zittingjaar 1893-1894 :

» Toen telde het *Compte rendu analytique* 18,172 inschrijvers en het » *Beknopt Verslag* 8,210.

» Bij den aanvang van den jongsten zitting, bleven die cijfers nagenoeg » onveranderd : de vermeerdering ontstond in den loop van het zittingjaar, » toen, door toedoen van de socialistische oppositie, de beraadslagingen der » Kamer, in zittingen die men dacht merkwaardig te moeten heeten, door » driftigheid waren gekenmerkt. Toen groeide 't getal vragen om inschrij-

» ving op het beknopt verslag zoozeer aan, dat de achtbare Minister van
 » Financiën aan het Departement van Justitie opmerkingen maakte over het
 » daardoor te lijden verlies. Het getal inschrijvers bedroeg, op het einde van
 » den zittijd, voor een der verslagen, 12.519, en voor het andere 18.909; en
 » ziehier hoe het verlies ontstond, in vergelijking met het voorgaande
 » zittingjaar.

» In 1893-1894, gewoon tijdperk, bedroeg de ontvangst aan inschrijvingen
 » op het *Beknopt Verslag* 7,900 frank; de wezenlijke en onderstelde kosten,
 » — onderstelde kosten heet ik het verzender, het ter beschikking stellen
 » van den lezer van 't Verslag, — 53,500 frank, dus een verlies van
 » 23,500 frank; docht houdt men zich enkel aan het onmiddellijk stoffelijk
 » verlies, door het Departement van Justitie geleden, 't is te zeggen de
 » werkelijke som, ten laste van mijne Begrooting gebracht, waren de
 » kosten 54.900 frank, tegen eene ontvangst van 7.900 frank, of, voor het
 » *Beknopt Verslag*, een verlies van 17,000 frank.

» Voor het *Compte rendu analytique*, bedroeg de ontvangst 18,600 frank
 » en de wezenlijke en onderstelde kosten waren 52,100 frank, dus 33,500
 » frank verlies; en wordt enkel in aanmerking genomen de last, door het
 » Departement van Justitie te dragen, — 52,900 frank, — zoo bedroeg het
 » verlies 14,500 frank. In de eerste onderstelling, werd een verlies van
 » 59.100 frank geleden, of in ronde cijfers 60,000 frank; in de andere
 » onderstelling, een verlies van 31,500 frank.

» Ziedaar voor een gewoon jaar. Doch we gaan over tot den jongsten
 » zittijd. Volgens mij geleverde inlichtingen, — ik kan de Kamer de bijzon-
 » derheden opgeven, doch vrees misbruik van haren tijd te maken door
 » omstandige opgave van wat ieder nummer kost aan papier, zetten, druk-
 » ken, enz., — zijn de kosten zoo nauwkeurig mogelijk bepaald.

» De ontvangst aan inschrijving bedroeg voor het *Beknopt Verslag*
 » 28,200 frank, de wezenlijke en onderstelde kosten beliepen 102,400 frank,
 » dus 74,200 frank verlies. Wordt enkel gelet op de kosten die rechtstreeks
 » ten laste van 't Ministerie van Justitie vallen, — 62,600 frank, — zoo
 » bedraagt dat verlies nog 54,000 frank. Voor het *Compte rendu analytique*
 » werd aan inschrijving 63,500 frank getrokken. De wezenlijke en onder-
 » stelde kosten beliepen 196,200 frank, wat een verlies is van 132,700 frank,
 » en wordt andermaal slechts rekening gehouden met de 109,900 frank, die
 » ten laste van het Departement van Justitie vallen, zoo bedraagt het verlies
 » 46,400 frank. Kortom, in de eerste onderstelling, die welke in dit debat
 » dient behouden, bedraagt het verlies 206.900 frank op den prijs van beide
 » uitgaven van 't Beknopt Verslag, en, de onderstelde kosten daargelaten,
 » zou dit verlies nog 80,400 frank bedragen. »

Uit de cijfers, door den achtbaren heer Begerem geleverd, blijkt dus dat de kosten, den Staat vóór 1893 opgelegd, aanzienlijk waren, en dit verlies zelfs niet werd vergoed door den inschrijvingsprijs voor het Beknopt Verslag op 4 frank te brengen. Thans zou dat insgelijks nog 't geval wezen, zooals ten duidelijkste blijkt uit de tabellen, door het Departement van Justitie geleverd, in antwoord op de de vragen van de Middenafdeeling.

Laat ons, trouwens, het *Compte rendu analytique* nemen.

In 1894-1895 kosten 43,500 exemplaren 180,900 frank, of nagenoeg fr. 4.10 per exemplaar.

In 1895-1896 kosten 43,000 exemplaren 43,800 frank, of nagenoeg fr. 3.37 per exemplaar.

In 1896-1897 kosten 40,250 exemplaren 48,800 frank, of fr. 4.76 per exemplaar.

In 1897-1898 kosten 7,650 exemplaren 24,400 frank, of fr. 3.20 per exemplaar.

In 1898-1899 kosten 7,000 exemplaren 43,700 frank, of fr. 6.24 per exemplaar.

In 1899-1900 kosten 5,600 exemplaren 23,000 frank, of fr. 4.10 per exemplaar.

Dus is de gemiddelde prijs dien het exemplaar van het *Compte rendu analytique* van 1894 tot 1900 kost, nagenoeg fr. 4.50. De inschrijvingsprijs bedraagt slechts 4 frank.

Hoe staat het met het *Beknopt Verslag*?

In 1894-1895 kosten 20,000 exemplaren 95,000 frank, of fr. 4.75 per exemplaar.

In 1895-1896 kosten 3,500 exemplaren 21,300 frank, of fr. 6.08 per exemplaar.

In 1896-1897 kosten 2,800 exemplaren 25,300 frank, of fr. 9.03 per exemplaar.

In 1897-1898 kosten 2,000 exemplaren 14,200 frank, of fr. 7.10 per exemplaar.

In 1898-1899 kosten 2,000 exemplaren 26,900 frank, of fr. 13.45 per exemplaar.

In 1899-1900 kosten 2,000 exemplaren 15,800 frank, of fr. 7.90 per exemplaar.

En 't middencijfer van die zes jaren is fr. 8.05 per exemplaar.

Hier nogmaals levert de bepaalde prijs van 4 frank, verlies op voor den Staat.

Het aannemen van het wetsontwerp zou onvermijdelijk vanwege den Staat aanzienlijke kosten vergen, en die kosten zijn, naar het oordeel der Middenafdeeling, niet gerechtvaardigd. Haars erachtens, moet de inschrijvingsprijs den Staat geene winst opleveren, doch mag deze evenmin een al te gevoelig verlies lijden.

De achtbare voorstellers van het wetsontwerp ontkennen overigens niet dat het zekere kosten voor den Staat zou medebrengen; doch waar is het, dat zij, om tegen dat verlies op te wegen, rekenen op een grooter getal inschrij-

vers. Ze denken bijkans dat de groote meerderheid der kiezers zou inschrijven op het beknopt verslag onzer zittingen.

We betwisten niet dat het getal inschrijvers in zekere mate zou toenemen, doch het scheelt veel dat daaruit afgeleid mag worden dat dezer aantal waarlijk aanzienlijk zou wezen.

Uit de door de Regeering geleverde tabellen blijkt dan men in dit opzicht niet al te veel vertrouwen mag hebben. Want, zoo wij het gunstigste tijdperk uit die tabellen nemen, dit van den zittijd 1894-1895, dan vinden we voor beide uitgaven van het beknopt verslag te zamen 61,482 inschrijvers, dus min dan $\frac{1}{22}$ van het kiezerskorps.

En toch kostte 't beknopt verslag toen maar fr. 1.50, en waren wij in een gewichtig tijdstip onzer parlementaire geschiedenis. Tengevolge van de ontbinding, waren de Kamers gansch vernieuwd en volkomen vervormd. Eene nieuwe partij was er opgetreden, en de strekking van die partij maakte in de hoogste mate de aandacht van het publiek gaande.

Dus waren de omstandigheden gunstig voor eene groote toeneming van inschrijvers, en toch bereikte dezer aantal niet het $\frac{1}{22}$ van het kiezerskorps: 61,482 op meer dan 1,400,000 kiezers!

Niets bewijst dat het kiezerskorps voortaan meer belang zal stellen in de beraadslagingen der Kamer. Integendeel schijnt uit de antwoorden der Regeering te blijken dat eenmaal de prijs van 't beknopt verslag bepaald, het getal inschrijvers nagenoeg gelijk blijft en zelfs gevoelig afneemt.

En zoo er op zeker oogenblik vermeerdering ontstaat, dan geschiedt zulks gewoonlijk in tijd van gewichtige verkiezing, doch blijft niet voortduren.

Laat ons, trouwens, de cijfers onderzoeken in de tabellen, aan de Middenafdeeling toegestuurd en opklimmende tot 1884.

Toen in 1884 het katholieke ministerie aan 't bewind kwam, bedroeg het getal inschrijvers op den Franschen tekst 24,697 en op den Nederlandschen 26,449. Die vermeerdering komt overeen met het aanstellen van eene nieuwe meerderheid en legt het belang uit, dat zeker aantal personen in de beraadslagingen der Kamers stelden.

Gedurende het tijdvak 1885-1886 tot 1891-1892, verschilt het getal inschrijvers van 13,372 tot 10,175 en stijgt eerst in 1892-1893 tot 14,367. Voor hetzelfde tijdvak, levert de Nederlandsche tekst 9,607 inschrijvers in 1885-1886, om in 1891-1892 te dalen tot 5,635 en in 1892-1893, na den kiesstrijd, slechts te stijgen tot 6,609 en in 1893-1894 opnieuw te dalen tot 4,622.

In 1894-1895, is er eene aanzienlijke vermeerdering van 't getal inschrijvers; het bereikt 42,380 voor den Franschen en 48,802 voor den Nederlandschen tekst, doch dat was juist in het jaar der herinrichting van de Kamers; de nieuwsgierigheid van het publiek is groot en legt de toeneming uit; overigens was het kiezerskorps vertiendubbeld.

In 1895-1896, daalt het getal Fransche inschrijvers tot 41,373 en dit der Vlaamsche tot 2,526.

Het verschil tusschen de jaren 1894-1895 en 1895-1896 is voorwaar aanzienlijk, en onmogelijk kan worden ontkend dat het grootendeels is te wijten aan de verhooging van den inschrijvingsprijs; doch stellig is het

eveneens, dat op zeker oogenblik het publiek geen belang meer stelt in onze beraadslagingen en zich niet meer de moeite getroost ze te volgen. In dat opzicht, zijn de cijfers, voor het tijdvak 1895 tot 1896 opgeleverd, leerrijk.

In 1895-1896 werd de inschrijvingsprijs tot 4 frank verhoogd; sedert werd hij niet meer gewijzigd.

Het getal inschrijvers bedraagt voor dat tijdvak 11,373 voor de Fransche uitgave en 2,526 voor de Nederlandsche; te zamen 13,899.

Het vermindert voor ieder der volgende jaren, én in 1899-1900 zijn er nog slechts 4,778 Fransche inschrijvers en 1,141 Vlaamsche; te zamen 5,919 inschrijvers of nagenoeg 1 op 240 kiezers.

Welnu, er kan onmogelijk worden beweerd dat de oorzaak van die vermindering enkel te vinden is in den tegenwoordigen inschrijvingsprijs.

Er dient, trouwens, wel aangenomen dat op 1,400,000 kiezers meer dan 200,000 behooren tot de gegoede klassen der bevolking, die 4 frank of 4 centiem $\frac{2}{3}$, per dag kunnen betalen om 't beknopt verslag der beraadslagingen van de Kamer te ontvangen; welnu, zelf geen twintigste van die kiezers stelt belang in de debatten. Kan er dus ondersteld worden dat er in het overige van 't kiezerskorps eene grootere evenredigheid lezers te vinden is: dit is niet aan te nemen, en we denken het tegendeel.

Ook is de meerderheid der Middenafdeeling van gevoelen dat de groote massa van het kiezerskorps onverschillig is voor het ons voorgelegd wetsontwerp, en dus ook dat het publiek geene kosten dienen opgelegd, die enkel voordeel kunnen verschaffen aan eene onaanzienlijke minderheid kiezers.

Van bovenstaande bedenkingen uitgaande, stelt zij u voor, het wetsontwerp af te wijzen.

De Verslaggever,
ALBERT LEFEBVRE.

De Voorzitter,
W. HEYNEN.

NOTA VAN DE MINDERHEID.

MIJNE HEEREN,

Het openbaar belang eischt blijkbaar dat er zooveel mogelijk ruchtbaarheid worde gegeven aan de beraadslagingen der Kamers. De burgers moeten in staat gesteld zijn na te gaan op welke wijze Volksvertegenwoordigers en Senatoren hunnen plicht vervullen. Ook moeten zij zich nauwkeurig rekenschap kunnen geven van de redenen tot staving van wetten en beslissingen, door het Parlement aangenomen.

Regeering en Kamers gingen geruimen tijd uit van die noodzakelijkheid. De prijs der *Annales parlementaires* werd geleidelijk van 12 tot 6 frank en tot 3 frank verlaagd. En, alsof dit nog niet voldoende ware, werd een beknopt verslag ingesteld, in 't Fransch en in het Nederlandsch verschijnende, en ten prijze van 1 frank ter beschikking der burgers gesteld.

Van in 't begin, vond het beknopt verslag aanzienlijken bijval. Het was zeer goed opgesteld en is het nog. In 1884-1885, telde het *Compte rendu analytique* 24,697 inschrijvers en het *Beknopt Verslag* 26,449. In 1894-1895 bereikt het eerstgemelde 42,380 inschrijvers en zijn er 18,802 Vlaamsche inschrijvers, dus te zamen 61,182.

Doch in 1895, wordt de inschrijvingsprijs tot 4 frank verhoogd. Dadelijk is de toeneming der inschrijvers gestremd, om plaats te maken voor eenen achteruitgang, die van jaar tot jaar erger wordt. In 1899-1900, zijn er nog slechts 4,778 inschrijvers op het *Compte rendu analytique* en 1,141 op het *Beknopt Verslag*. In 't geheel 5,919. 55,263 inschrijvers, meer dan de $\frac{1}{10}$, zijn verdwenen! 't Is eene instorting!

't Is voorzeker zonderling dat de ruchtbaarheid der handelingen van de Kamers wordt beperkt, op 't oogenblik dat het algemeen stemrecht zijne eerste vertegenwoordigers had verkozen.

En men hoeft vrijmoedig genoeg te zijn om te zeggen dat de maatregel werd ingegeven door eene beweging van terugwerking tegen de volksgezinde omwenteling, die pas was verwezenlijkt. De behoudsgezinde partij was ongerust over de hartstochtelijke beraadslagingen die zij had te doorstaan met de arbeiderspartij, alstoen pas in deze Kamer geraakt, en dacht niets beters te kunnen doen dan de volksmassa het middel te ontnemen om debatten te volgen, die schenen hare hoop te moeten overdrijven. Het beknopt verslag werd als storend beschouwd en in den ban gedaan.

Dergelijke maatregel mag niet gehandhaafd worden.

't Mag niet zijn, dat een Parlement zijn leven en zijne verrichtingen aan het heldere licht onttrekt, en de waardigheid der Kamer vergt het intrekken van eene beslissing, in een oogenblik van politieke opgewondenheid genomen, doch welke niemand kan verlangen blijvend te maken.

Wij hebben de instorting van 't beknopt verslag vermeld.

Voor al voor onze Vlaamsche medeburgers is het kwaad aanzienlijk.

De *Annales parlementaires* verschijnen enkel in 't Fransch. Dus in het *Beknopt Verslag* de eenige uitgave, die de Vlaamsche bevolking veroorlooft onze handelingen te volgen. Ook telde de Nederlandsche uitgave bij den aanvang en jarenlang, tot 1883-1884, meer inschrijvers dan de Fransche. Wel is waar, hield die toestand op, sedert het clericaal Bewind. Wellicht werd het beknopt verslag meer bepaaldelijk in Vlaanderen in den ban gedaan?

Hoe het ook weze, 't zijn de Vlamingen, die inzonderheid werden getroffen door de verhooging van den prijs van het beknopt verslag. Van de 26,449 inschrijvers, blijven er nog slechts 1,141 over.

Wie kan verlangen dergelijken toestand te behouden? Des te meer daar hij, doorslecht in staatkundig opzicht, rampspoedig is in een stoffelijk opzicht. Volgens de cijfers der Regeering, zou in 1899-1900 de Nederlandsche uitgave 14,300 frank hebben gekost. Vermits de inschrijvers werden gedund, kost het *Beknopt Verslag* dus 12 frank per hoofd.

De franschlezende inschrijvers zijn wat talrijker gebleven, en men is er toe geraakt hun *meer te doen betalen dan de kosten!* De inschrijving levert voor 1899-1900 de som van 19,400 frank op. Volgens de cijfers der Regeering, bedragen de kosten slechts 18,000 frank.

Dus wint de Regeering op een verslag van de werkzaamheden der Kamer! 't Bewijs is geleverd, dat de inschrijvingsprijs overdreven is.

Hij is het overigens veel meer dan de cijfers, door ons aan de tabellen der Regeering ontleend, laten onderstellen. Want 't zijn niet de inschrijvers, die al de kosten moeten bestrijden. Al bestond er geen enkel inschrijver meer, toch moet het verslag worden gedrukt. De onvermijdelijke vertraging bij 't verschijnen der *Annales* maakt het verslag onontbeerlijk voor de Regeering, de Senatoren en Afgevaardigden. Dus zijn de aanzienlijkste kosten, die voor het zetten, noodig gemaakt door eenen openbaren dienst, waarvan de inschrijvers de lasten niet hoeven te dragen. Het gedeelte der kosten, dat eigenlijk ten hunnen laste mag vallen, bepaalt zich tot den prijs van 't papier en het afdrukken van hunne exemplaren. Eene goedkoope inrichting van dezen dienst of een beroep op openbare aanbesteding zou al die kosten beperken tot niet of weinig meer dan 1 frank, waartoe de inschrijving dient verlaagd.

Overigens blijkt duidelijk dat de maatregel van 1893 niet berust op geldelijke redenen; hij ging uit van een politiek denkbeeld. Zonder ons langer met het afkeuren van dien maatregel in te laten, denken we te mogen zeggen dat de bestaande toestand voor niemand de handhaving van het toen gedane kan billijken.

In den schoot der Kamers worden regelmatig en gewoonlijk de meest uiteenlopende staatkundige en maatschappelijke opvattingen geëit; van weerskanten heeft men zich aan tegenspraak gewend, en ondanks driftige incidenten, waaraan geene levende politieke vergadering zich mag vleien steeds te ontsnappen, zijn stellig de beraadslagingen onzer Kamers voor niemand gevaarlijk om te lezen en kunnen zij vele lieden tot onderricht dienen.

In weinig vergaderingen staan, zooals in de Kamer, de verschillende partijen tegenover elkander, om vraagstukken te bespreken, die ten

onzen tijde dienen opgelost. Ongetwijfeld heeft het stelsel der openbare vergaderingen en meetings in 't land vasten voet gekregen, en berust iedere partij daar min of meer in. Doch juist uithoofde van den uitsluitenden partijgeest, zijn wezenlijke beraadslagingen met weerlegging er zeldzaam. De tegenstander wordt er of niet toegelaten, of onthoudt zich, of hij moet eene vergadering aandurven, welker vijandige vooringenomenheid hij ducht. Schier altijd ontbreekt daar weerlegging.

In de Kamer, daarentegen, moeten de partijen elkander ontmoeten. Vaak zijn zij er vertegenwoordigd door hoogst verdienstelijke mannen. Meer dan elders staan daar de staatkundige en maatschappelijke leerstelsels aan weerlegging en aan de proef der practische bezwaren bloot. Derhalve geschiedt de bespreking daar in uitzonderlijk leerrijke voorwaarden. En 't komt ons voor dat men, verre van te moeten duchten dat het lezen van die beraadslagingen onberedeneerde meesleeping bevordere, het integendeel dient beschouwd als ten zeerste geschikt om overweging bij den lezer te moeten aanzetten en hem den geest van verdraagzaamheid in te boezemen. Gevaarlijk is het, dat leden, weinig met politiek vertrouwd, nooit anders dan eene enkele meening hooren verdedigen. De beraadslagingen in de Kamers stellen hen in staat ze alle te kennen. Ongetwijfeld zijn ze niet van driftigheid ontdaan. Doch dient hij tot staving van een juist denkbeeld, dan is 't goed dat de hartstocht zich daarbuiten verspreide; en is het begrip valsch, welk beter middel bestaat er dan om het te kortvleugelen, dan het bekend te maken met de weerlegging, die het heeft uitgelokt?

Dus zijn parlementaire beraadslagingen een machtig middel tot staatkundige opleiding. In een land met algemeen stemrecht, ware 't een erge misslag die besprekingen niet in ieders bereik te stellen. Overigens vergt het b lang van 't Parlement zelf zulks. Goede wetten worden soms slecht bejegend, en zouden toegejuicht worden, zoo men beter de beweegredenen kende. Zekere vurig verlangde hervormingen worden belemmerd door hinderpalen, die de menigte niet kent. Is 't niet beter haar in staat te stellen ze te beoordeelen?

De verspreiding van 't beknopt verslag schijnt dus, op welk standpunt men zich ook plaatse, eene door niets te vervangen noodwendigheid. Ongetwijfeld worden de uitslagen onzer beraadslagingen oor de dagbladen medegedeeld. Doch doorgaans is de daartoe bestemde ruimte te gering, en sommige laten zich niet gelegen aan veel zorg voor onpartijdigheid. Eene groote verspreiding van het officiëel beknopt verslag zou de beste waarborg zijn tegen vervalsching der kamerdebatten.

Het voorstel om den prijs van 't beknopt verslag op 1 frank terug te brengen schijnt ons dus volkomen gerechtvaardigd. 't Ware te wenschen dat het in den loop van dezen zittijd kon aangenomen en toegepast worden voor den zittijd die in November aanstaande aanvangt.

EMILE FERON.

ED. ANSELE.

BIJLAGE

IV^o VRAAG.

Kan de Middenafdeeling geen afschrift krijgen van de overeenkomst, tusschen den Staat en den drukker dier uitgaven gesloten?

ANTWOORD.

Slechts het *Beknopt Verslag* wordt door eenen bijzonderen drukker uitgegeven. De andere uitgaven worden in de werkplaatsen van het *Staatsblad* gedrukt, door een personeel bedienden en werklieden, rechtstreeks door den Staat betaald.

Voor het *Beknopt Verslag* werden overeenkomsten gesloten, vooreerst met den heer Guyot, nadien met den heer Lesigne, achtereenvolgens met dit werk belast.

Ziehier den tekst der overeenkomst, in 1893 daartoe gesloten.

« Tusschen den heer J. Dauby, bestuurder van het *Staatsblad*, en de heeren gebroeders Guyot, drukkers te Brussel, Pachecostraat, 12.

Werd overeengekomen wat volgt :

Het zetten, drukken, vouwen en verzenden van 't *Beknopt Verslag* der beraadslagingen van de Welgevende Kamers worden, onder bestuur en toezicht van 't beheer van het *Belgisch Staatsblad*, toevertrouwd aan de heeren gebroeders Guyot, mits de volgende bedingen, die zij verklaren aan te nemen :

1^o De te drukken kopij wordt kosteloos geleverd aan de drukkers, die er geene niet veroorloofde verandering mogen aan toebrengen.

2^o Het *Beknopt Verslag* wordt in het thans bestaande formaat gedrukt; letter en regellengte moeten gelijk zijn aan die van het *Compte rendu analytique*. Ruimte wordt al of niet tusschen de regels gelaten, zoodat het *Beknopt Verslag* van iedere zitting een vel of een halfvel, van acht of vier bladzijden besla, telkens het mogelijk is, zelfs al moesten de bladzijden worden omgewerkt.

3^o De drukkers moeten het beheer van het *Staatsblad* zooveel exemplaren leveren als het vraagt.

De prijs van die exemplaren wordt berekend naar onderstaanden maatstaf, welke verandering of verbeteringen er ook aan de proeven worden toegebracht.

Per vel in-4^o (vijf tot acht bladzijden druks), tegen 85 frank voor het eerste duizend en fr. 4.50 voor ieder meerder duizend. Moest evenwel de gansche oplage beneden 7,000 exemplaren blijven, zoo wordt laatstgemelde

prijs met tien ten honderd (10 %) verhoogd en bijgevolg op fr. 4.95 gebracht.

Per halfvel in-4° (één tot vier bladzijden druks), tegen 60 frank voor het eerste duizend en fr. 3.80 per duizend exemplaren voor de volgende. Mocht evenwel de gansche oplage beneden 7,000 exemplaren blijven, zoo wordt laatstgemelde prijs met tien ten honderd (10 %) verhoogd en bijgevolg op fr. 4.18 gebracht.

Ieder honderd exemplaren boven duizend wordt berekend naar den prijs per duizend, zonder breuk, en naar den tweeden grondslag.

De kartons voor het afgieten der vormen dienen bewaard, voor 't geval er later meerdere exemplaren zouden gevraagd worden. Deze moeten onder dezelfde bedingen en onmiddellijk worden geleverd, onverschillig ten welken tijde de vraag is gedaan en op den tweeden grondslag van den prijs na het eerste duizend

4° De drukkers moeten in hunne kantoren eene geschikte plaats verschaffen aan de heeren vertalers, voor het herzien of lezen der laatste proeven.

5° Welk uur het ook weze, moet de kopij worden gezet, naarmate zij door de vertalers is ingeleverd. Te dien einde richten de drukkers op eigen kosten eenen loopdienst door leerjongens in, tusschen hunne kantoren en die van 't beheer van het *Staatsblad*, om de kopij af te halen en de proeven te brengen. Ze moeten zooveel proeven leveren als de dienst der vertaling vraagt. De bedienden van de drukkers moeten ten laatste te 4 uur in het *Staatsblad* zijn.

6° Op straf van onmiddellijke intrekking, zonder vergoeding, van deze overeenkomst, verbinden de drukkers zich in den nacht na iedere zitting der Kamers het *Beknopt verslag* van die zitting per post te verzenden, naarmate van het afdrukken en naar de volgorde der tabel van vertrekuren, hetzij op de post, hetzij ter vertrekstatie, op voorwaarde dat het laatste proefvrij blad hun ten laatste te 10 uur 's avonds worde overhandigd.

Er wordt goed verstaan dat, werd het laatste proefvrij blad na 10 uur 's avonds afgeleverd, het werk niettemin in den nacht dient afgedrukt en verzonden; doch er wordt voor de drukkers rekening gehouden met het deel van de vertraging dat niet aan hen is te wijten.

Het uur van overlegging van 't laatste proefvrij blad wordt door den met dien dienst belasten vertaler aangeschreven en gekortteekend.

De drukkers moeten bewijs leveren van ieder proefvrij blad. Ook hoeven zij door den bevoegden beambte het boekje der verzendingsuren ter post of ter statie te doen kortteekenen en reeds den volgende ochtend over te maken aan den ambtenaar, met het beheer van 't *Staatsblad* belast.

7° Daags na de zitting, ten laatste vóór 6 uur des morgens, moet het *Beknopt Verslag* afgedrukt en verzonden zijn, op straf van eene boete van 5 frank voor ieder uur vertraging door de schuld der drukkers. Deze boete wordt afgetrokken van 't bedrag der volgende te leveren rekening.

Ingeval de overeenkomst den drukkers zou onttrokken worden, zooals artikel 6 voorziet, of ingeval zij er van afzien, moeten ze desnoods bijbetalen het verschil dat zou dienen betaald aan den drukker die het werk voortzet tot het einde der onderneming.

8^o Het papier, benoodigd voor het drukken van 't *Beknopt Verslag*, wordt kosteloos geleverd aan de drukkers, die daarvan, den laatsten dag van iedere maand, het gebruik moeten aangeven aan 't beheer van het *Staatsblad*, zonder aftrek der overvellen, die in geen geval meer mogen bedragen dan 3 % voor slechte bladen of uitschot, proeven, enz. Voor 't verschil blijven de drukkers aansprakelijk.

9^o Maandelijks wordt de rekening van die drukkers naar bestuursgebruik vereffend. Die van de eerste maand blijft als borgtocht voor de verbintenis der drukkers, en 't mandaat wordt hun enkel na afloop van de onderneming overhandigd.

10^o Het is den drukkers ontzegd, zonder toestemming van 't beheer van het *Staatsblad*, het drukken van 't *Beknopt Verslag* aan iemand anders over te laten.

11^o Ieder bezwaar betreffende 't werk moet den ambtenaar, met het beheer van 't *Staatsblad* belast, worden onderworpen. Ingeval van betwisting, wordt deze, op voorstel van den Bestuurder van 't *Staatsblad*, bestecht door den heer Minister van Financiën.

12^o Deze overeenkomst, in dubbel afschrift opgesteld en ten koste der drukkers geregistreerd, is geldig tot het einde van den wetgevenden zitting 1893-1894, hetzij gewone of buitengewone.

Brussel, 16 October 1893.

(Onderteekend, J. DAUBY.

Gezien en goedgekeurd :

Brussel, 25 October 1893.

De Minister van Justitie,

(Onderteekend) JULES LE JEUNE.

Geregistreerd twee rollen, twee verwijzingen, te
Brussel-Centrum, den dertigsten October acht-
tien-honderd drie en negentig, boek 331,
fol. 9970, vak 4.

Ontvangen twee frank veertig centiemen.

De Ontvanger,

(Onderteekend) BOGAERT.

Ieder jaar, tot in 1898 werd deze overeenkomst vernieuwd.

In 1899 werd eene dergelijke overeenkomst met den heer Lesigne gesloten, tegen eenigszins hogere prijzen. In 1900 werd de overeenkomst vernieuwd tegen onderstaande prijzen :

Per vel in-4^o (van 5 tot 8 bladzijden druks) tegen 100 frank, voor eene oplage van duizend exemplaren of min dan dit getal en tegen fr. 4.75 per duizend voor de volgende. Blijft de oplage evenwel beneden 7,000 exemplaren, dan wordt laatstgemelde prijs met 10 % verhoogd en bijgevolg op fr. 5.20 gebracht.

Voor het halfvel (1 tot 4 bladzijden druks) tegen 70 frank, voor eene oplage van duizend exemplaren of minder dan dit getal en tegen 4 frank per duizend exemplaren voor de volgende. Blijft echter de oplage beneden 7,000 exemplaren, zoo wordt laatstgemelde prijs verhoogd met 10 % en bijgevolg op fr. 4.40 gebracht.

De honderden exemplaren boven duizend worden berekend naar den prijs per meerder duizend.

V^r VRAAG.

Zou men dien drukker niet mogen veroorloven aankondigingen achteraan het verslag te plaatsen?

ANTWOORD

Dat is geen nieuw voorstel. Reeds in 1893, was er spraak van een blad aankondigingen aan 't beknopt verslag toe te voegen. Doch er werd bevonden dat het niet voegzaam was, daarvan eene aankondigingsonderneming te maken, ten gebruike van bijzondere personen, en die met private ondernemingen in mededinging zou komen.

